



Ministère des droits des femmes, de la ville,
de la jeunesse et des sports

Secrétariat d'Etat aux sports



POLE RESSOURCES NATIONAL

***« SPORT, EDUCATION, MIXITES,
CITOYENNETE »***

BILAN 2013

Le Pôle ressources national « Sport, éducation, mixités, Citoyenneté »

En 2013, un travail conjoint entre le bureau DSB1 et le Pôle ressources national « sport, éducation, mixités, citoyenneté » a permis de recentrer les missions du pôle vers :

La correction des inégalités d'accès	La promotion et la préservation des valeurs du sport
<ul style="list-style-type: none">- L'accès des femmes à la pratique sportive et aux fonctions dirigeantes et techniques- La pratique sportive des personnes résidentes des territoires de la géographie prioritaires- La pratique sportive des personnes en situation de précarité	<ul style="list-style-type: none">- La prévention et la lutte contre les comportements contraires aux valeurs du sport- La prévention des violences sexuelles dans le sport- La promotion du supportérisme en phase avec les valeurs du sport

Le pôle agit selon 4 axes :

Animation de réseaux : Identifier et mettre en relation les professionnels concernés par les thématiques SEMC pour favoriser les échanges et le travail collectif.

Expertise et développement : Détecter et développer l'expertise sur les thématiques SEMC afin de favoriser la mise en œuvre de projets structurants.

Former, créer et diffuser des contenus de formation : Créer et/ou accompagner la création d'offres de formation et accompagner leurs mises en œuvre sur les territoires.

Ressources documentaire : Capitalisation, mise à disposition et publication de ressources documentaires et bibliographiques.

I/ L'ANIMATION DE RESEAUX

1/ L'animation des groupes de travail

11/ Les APS, facteur d'inclusion sociale.

La décision de créer un document de politique transversale « Inclusion sociale » lors du Comité interministériel de lutte contre les exclusions du 6 juillet 2004 illustre la volonté de mettre en place une stratégie globale dans ce domaine d'intervention.

La mise en oeuvre de cette politique fait par conséquent l'objet d'un processus de travail interministériel, réaffirmé lors de **la Conférence de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale** qui s'est tenue les 10 et 11 décembre 2012 et décliné dans le cadre du **Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale** qui en constitue la résultante.

Sur la base des éléments de cadrage décrits précédemment et dans le cadre de ce **groupe de travail national interministériel « sport et inclusion sociale »**, il a été envisagé une politique nationale visant à développer une offre d'APS qui réponde aux enjeux de l'inclusion sociale.

12/ Les outils d'observations et de recensement des comportements contraire aux valeurs du sport.

Certaines structures (institutionnelles ou sportives) possèdent aujourd'hui un outil de recensement, comme l'Observatoire des comportements de la Fédération Française de Football, ou la Commission Sport Sans Violence du Comité Régional Olympique et Sportif du Limousin. Néanmoins, la réalité fait apparaître les constats suivants qui rendent indispensables la création d'un dispositif national d'aide à la mise en oeuvre d'outils d'observation :

=> la spécificité organisationnelle de chaque territoire et de chaque fédération ne permet pas de proposer un outil unique. Cette spécificité peut se manifester soit par un appui ou relais vers les directions départementales interministérielles de la part de certaines directions régionales, de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale soit par un partenariat direct avec le mouvement sportif.

=> la difficulté de prise en compte des discriminations au sens juridique strict. Chaque structure a sa propre conception de ce que recouvrent ces phénomènes.

=> la diversité du champ du recensement (des disciplines prises en compte, les acteurs, le champ temporel, le champ géographique, le seuil de gravité). Se dégage pourtant un dénominateur commun: ce sont surtout les disciplines collectives (football, handball, basket-ball et rugby) qui font l'objet d'observations et plus particulièrement le sport amateur.

Le dispositif national n'a pas vocation à se substituer aux outils déjà existants. Il apparaît nécessaire de parvenir à un dispositif national cohérent reposant à la fois sur une architecture et une base commune notamment au niveau de la grille de recensement des comportements contraires aux valeurs du sport mais aussi au niveau des définitions qui s'y rapportent, mais qui soit suffisamment

souple pour s'adapter à chaque contexte local et à chaque spécificité disciplinaire dans sa mise en œuvre.

2/ L'accompagnement des services dans l'organisation des « journées d'éducation et d'insertion par le sport » (JEIS)

21/ JEIS Périgueux : « Filles sportives, femmes dirigeantes », le vendredi 29 mars 2013 par la DDCSPP de la Dordogne.

La DDCSPP a constitué un comité de pilotage qu'elle anime. Il est composé de représentants du mouvement sportif, du mouvement « féministe » (CIDFF, Femmes solidaires), des collectivités et de partenaires associés (DDVA, PRNEMC, DRDFE et DRJSCS Aquitaine).

Son rôle est de contribuer à placer la politique publique de la question des droits des femmes au cœur des réflexions et des projets des associations sportives et de ses acteurs et à montrer qu'en France, « le 8 mars, c'est toute l'année ».

La journée s'est inscrite dans le cadre du mois du droit des femmes de la ville de Périgueux et de la journée internationale de la femme du 8 mars. Elle a été organisée dans la continuité des « Rencontres départementales autour des politiques de jeunesse » en 2011 et des journées « Jeunes et territoires ruraux : les enjeux de la mobilité » et « Les jeunes, le sport et les pratiques : quels enjeux ? » en 2012.

Pourquoi faire ?

Connaître plus finement la situation, comparer le champ du sport aux autres secteurs, situer notre département par rapport aux autres, aux territoires régional et national, entendre des témoignages visant à mieux comprendre comment certaines femmes sont parvenues parfois au plus haut niveau de responsabilité mais aussi les freins et contraintes qu'elles ont rencontrés, **repérer les initiatives pouvant favoriser l'égalité et élaborer des stratégies et des outils permettant d'agir et de progresser dans ce domaine.**

Les thèmes abordés

- Sport et mixité en France, en Aquitaine, en Dordogne : données quantitatives
- Parcours de femmes : témoignages
- Filles sportives, femmes dirigeantes : éclairage sociologique
- Expériences locales ayant favorisé la mixité : témoignages
- Les initiatives exemplaires : contraintes, volontaires
- Sur les chemins de l'égalité : mesures et évolutions au fil du temps

22/ JEIS de Rouen : « Agir contre les discriminations dans le sport en Seine-Maritime, le 8 novembre 2013

En démocratie, la possibilité ouverte à tous de pratiquer un sport est à la fois un droit et une exigence. Dans la tradition républicaine, le sport est très souvent un lieu de partage, de rencontre, de dépassement de soi. Il est ainsi porteur de valeurs éducatives.

Néanmoins la pratique sportive n'est parfois pas à l'abri de comportements de rejet liés à l'orientation sexuelle ou confessionnelle, à l'origine, au genre, ou encore au handicap, quel qu'il soit.

La DDCS de Seine-Maritime, soucieuse de prendre en compte l'ensemble des freins à la pratique sportive, essentielle pour le bien-être et la santé, et de mieux cerner les phénomènes discriminatoires, a décidé, en partenariat avec le CDOS et le Conseil général de Seine-Maritime, de mettre en place une conférence / débat, associant l'ensemble des acteurs de toutes les agglomérations du territoire.

Ouverte à tous ceux qui souhaitent réaffirmer le sport comme un espace de pratique libre et tolérant, cette conférence débat a invité à une prise de conscience, à une réflexion et à un débat citoyen pour changer les pratiques et les comportements.

23/ JEIS de Vierzon : « Enjeux et clés du sport pour tous en région Centre », le jeudi 5 décembre 2013 par la DRJSCS de la région Centre.

Le développement du sport pour tous est un objectif partagé par l'ensemble des acteurs du sport de la région Centre. Il représente plusieurs enjeux combinés.

Pour le mouvement sportif, plusieurs questions se posent : comment mieux se déployer sur l'ensemble du territoire, comment adapter son offre de pratique à une demande en constante évolution, comment évoluer sans se dénaturer, comment renouveler le bénévolat tout en développant sa professionnalisation, quelles relations mettre en place avec les acteurs locaux et notamment sociaux, etc. ?

Les acteurs institutionnels questionnent simultanément leurs pratiques professionnelles : comment mieux accompagner le mouvement sportif local et national, quelle est la place du projet de territoire, comment concilier directives nationales et problématiques locales, comment mieux travailler avec l'ensemble des partenaires... ?

Toutes ces questions en débat qui permettent de mieux se projeter – ensemble – dans le sport de demain en région Centre, ont été évoquées lors de cette édition des Jeudis de l'éducation et de l'insertion par le sport.

2/ L'information du réseau

21/ La lettre du pôle : 4 lettres publiées en 2013 (version électronique uniquement) sur les 4 thèmes suivants :

- La lutte contre les discriminations
- Femmes et sports
- Sport et milieu carcéral
- Les APS, facteur d'inclusion sociale

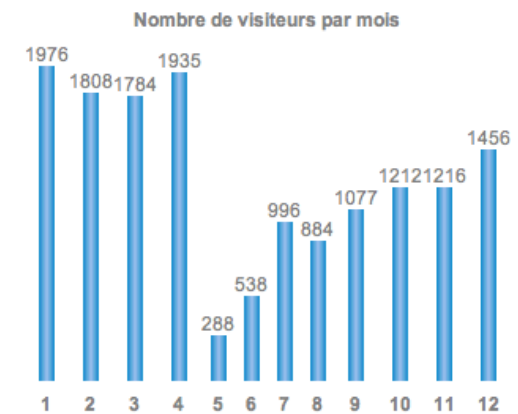


22/ Les flashs info (2 fois par mois) : 23 éditions en 2013 destinés à informer tous les 15 jours les membres du réseau des actions, évènements, études, livres et articles sur les champs du pôle.

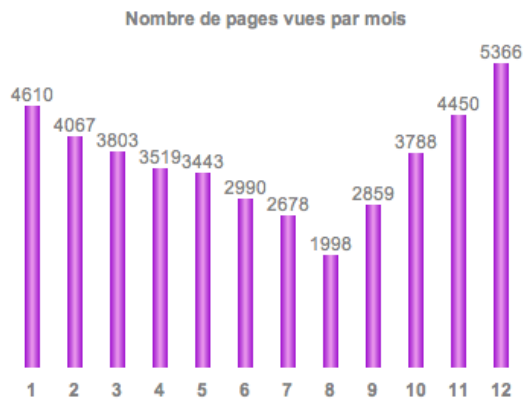
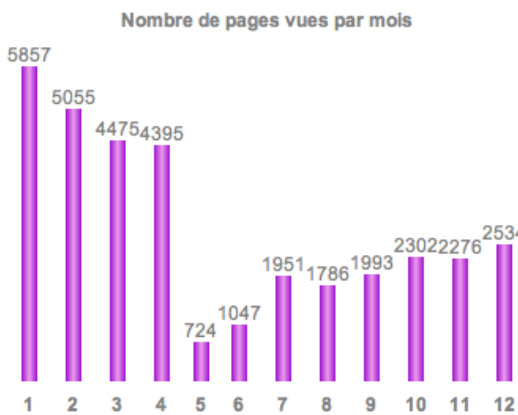
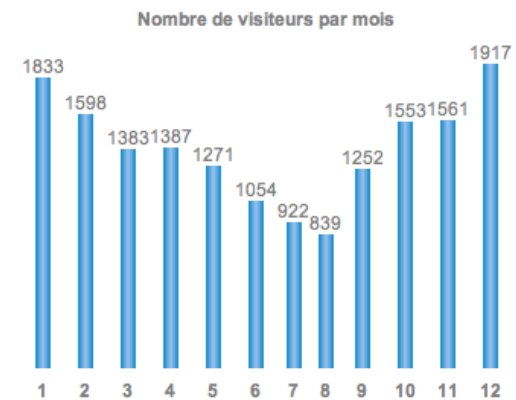


23/ le site internet

Fréquentation du site en 2012



Fréquentation du site en 2013



II/ EXPERTISE ET DEVELOPPEMENT

1/ Finalisation du guide méthodologique « les APS, facteur d'inclusion sociale ».

« Comment mettre en place des projets sportifs structurants contribuant à l'inclusion sociale des personnes vulnérables ».



Sur la base d'expériences identifiées de projets d'offre d'APS facteur d'inclusion sociale dans les territoires, ce guide vise à formuler des **préconisations** de déploiement de cette politique, à fournir des outils techniques et méthodologiques facilitateurs et à présenter des exemples de plan d'actions menées par les services, adaptées à leur échelon, à leur contexte territorial, à leur méthode de travail et aux acteurs en présence.

2/ Finalisation du guide méthodologique sur « les outils d'observation et de recensement des comportements contraire aux valeurs du sport ».

(Cf. animation de réseaux)

Ce guide, production du groupe de travail cité plus haut, propose plusieurs outils qui ont vocation à être complémentaires les uns par rapport aux autres, mais qui ont tous pour objectif d'apporter un éclairage pertinent sur la réalité de ces phénomènes.



Il était en effet apparu nécessaire de parvenir à un dispositif national cohérent reposant à la fois sur une architecture et une base commune notamment au niveau de la grille de recensement des comportements contraires aux valeurs du sport mais aussi au niveau des définitions qui s'y rapportent, mais qui soit suffisamment souple pour s'adapter à chaque contexte local et à chaque spécificité disciplinaire dans sa mise en œuvre.

3/ Guide d'analyse des projets de l'éducation et de l'insertion par le sport

« L'outil proposé est une grille d'analyse permettant de recenser les facteurs clés de succès d'un projet ».



L'objectif de cette publication est de montrer que la réussite d'un projet tient non seulement à des éléments méthodologiques, mais aussi à des éléments de conception ou réalisations plus fins, parfois imperceptibles. La grille d'analyse cherche à isoler un certain nombre de ces facteurs clés de succès qui conditionnent la réussite d'une action.

Cet outil empirique est donc à utiliser dans un cadre pratique d'analyse et non pas comme un support au montage de projet. En complément, il propose une présentation analytique de projets à finalité d'éducation, d'insertion ou de citoyenneté par le sport.

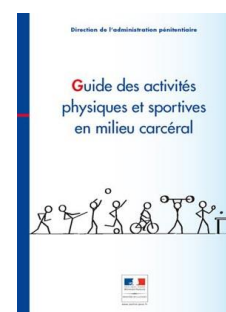
4/ Participation, avec le PRN Sport santé (CREPS Vichy) et la DRJSCS PACA au livret et au DVD « Je suis enceinte et je fais du sport », destiné aux femmes enceintes, aux professionnels de santé et aux éducateurs sportifs.

Cette vidéo peut-être diffusée lors de regroupements de professionnels de santé et éducateurs sportifs confrontés à cette problématique



5/ Participation à la réalisation du « Guide des activités physiques et sportives en milieu carcéral » avec la direction de l'administration pénitentiaire.

Ce guide, à destination des professionnels du sport et des personnels de l'administration pénitentiaire, propose des outils pour rapprocher le monde du sport et le monde pénitentiaire et faciliter la mise en commun des compétences afin de développer les activités sportives en milieu carcéral. Il regroupe des informations et plusieurs fiches pratiques qui illustrent des projets sportifs réalisés en détention.



III/ FORMER, CREER ET DIFFUSER DES CONTENUS DE FORMATION

1/ Former

11/ Stage de formation initiale des professeurs de sport stagiaires. Ce stage, organisé avec les PRN « sports de nature » et « sport et handicap » était intitulé « **Conseiller la mise en place des politiques sportives territoriales** ».

Il s'est déroulé en deux sessions du 27 au 31 mai et du 18 au 21 juin 2013. 13 stagiaires présents, dont 9 CAS et 4 CTS.

12/ Stage du plan national de formation sur « **Les APS, facteur d'inclusion sociale** » qui s'est déroulé au CREPS de Vichy du 15 au 18 octobre 2013. 13 stagiaires présents.

2/ Créer des contenus

21/ Réalisation des clips vidéo sur la prévention des incivilités et des violences dans le sport intitulé « **Vers un sport sans violence....** ». Le Kit pédagogique d'accompagnement sortira en avril 2014.



Cet outil est destiné particulièrement aux formateurs – agents de l'Etat mais également dirigeants, éducateurs, bénévoles - et a pour objectif de donner des informations essentielles pour que, tous ensemble, nous prévenions les incivilités et la violence dans le sport.

Le guide aide, conseille, mais en aucun cas ne dicte ou ne dirige : il laisse une grande place à l'ouverture et à l'analyse personnelle.

Les clips sont des supports à la mise en place de discussions autour du thème de la lutte et de la prévention des incivilités et la violence dans le sport. Ces clips n'ont pas de volonté moralisatrice. Ils ont pour vocation de susciter des réflexions, des questionnements, des remises en question, en vue de provoquer une prise de conscience susceptible d'influer positivement sur les comportements et sur le respect de chaque acteur sportif.

22/ Guides à l'usage des organismes de formation sur le « racisme et l'antisémitisme » et sur le « sexisme ».

Ces guides sont destinés aux organismes de formation aux métiers du sport et de l'animation. Réalisé en 2013 et sorti au 1^{er} trimestre 2014 après validation par l'administration centrale.



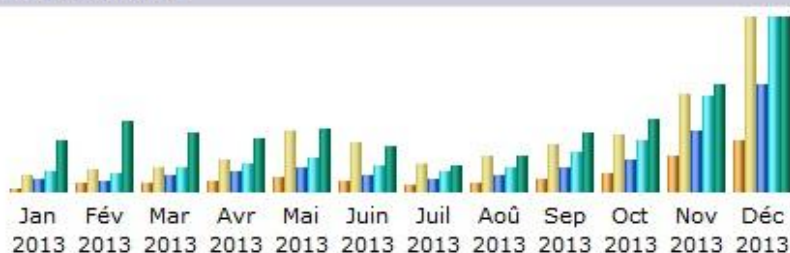
Il s'agit de soutenir et renforcer la sensibilisation mais aussi la formation des animateurs et cadres intervenant dans les accueils collectifs de mineurs et les clubs sportifs :

- Par la mobilisation des organismes de formation aux diplômés de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, dont les BAFA/BAFD ;
- Par l'utilisation d'un guide de bonnes pratiques de lutte contre le racisme et l'antisémitisme et le sexisme dans les champs de l'éducation populaire et du sport, guide dont la conception sera assurée par le Ministère en charge de la jeunesse et des sports en association avec le délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme et le ministère chargé des droits des femmes dont la diffusion dans les organismes de formation sera suivie par les services déconcentrés de ce Ministère.

IV/ LES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

1/ Le centre documentaire en ligne : Historique de consultation

Historique mensuel



Mois	Visiteurs différents	Visites	Pages	Hits	Bande passante
Jan 2013	476	2032	24016	41702	1.58 Go
Fév 2013	961	2660	22641	36444	2.15 Go
Mar 2013	1146	2914	32012	50113	1.80 Go
Avr 2013	1377	3841	42078	56360	1.61 Go
Mai 2013	1812	7638	51726	71465	1.93 Go
Juin 2013	1361	6168	34787	52522	1.41 Go
Juil 2013	956	3438	27014	41609	798.15 Mo
Aoû 2013	1136	4392	34308	50277	1.11 Go
Sep 2013	1554	5786	50824	81691	1.80 Go
Oct 2013	2337	6979	66960	104410	2.22 Go
Nov 2013	4390	12040	123973	195702	3.30 Go
Déc 2013	6309	21525	222644	358525	5.32 Go
Total	23815	79413	732983	1140820	25.01 Go

NB : D'octobre à décembre, nous étions la cible d'une société qui essayait d'améliorer son référencement en créant des faux profils affichant un lien vers leur site, d'où une augmentation artificielle du trafic. Les faux profils sont systématiquement supprimés.

2/ Le fonds documentaire

Nombre d'exemplaires : 1412

Nombre de documents : 3231

Types de documents :

Un document peut être simultanément référencé dans deux types (notamment les actes de colloque publiés sous forme de livre.

- Actes de colloque de séminaire de conférence ou de débat : 101
- Article de périodique : 1692
- CD, CD-Rom, DVD : 31
- Dossier, guide : 97
- Etudes : 114
- Exposition : 1
- Livres : 811
- Périodiques : 450
- Rapports : 59
- Statistiques : 28
- Textes officiels : 24
- Visuels : 11

Répartition des documents par sections :

Un document ne peut être indexé que dans une seule section. Les périodiques issus d'un abonnement ne sont pas indexés.

Arbitrage et supportérisme : 49 documents relatifs à ces acteurs particuliers.

Citoyenneté : 140 documents relatifs aux associations, au bénévolat, à l'engagement et à la promotion de valeurs.

Education : 320 documents qui sont plutôt à destination des éducateurs.

Famille : 104 documents qui sont plutôt à destination des parents.

Femmes et civilisation : 95 documents relatifs aux conditions féminine et masculine.

Femmes et parité : 94 documents relatifs à l'accès des femmes aux postes à responsabilité et à leur situation économique et politique

Femmes et sport : 85 documents relatifs à la situation des femmes dans le sport dans sa globalité

Femmes et territoires : 35 documents relatifs à la situation particulière des femmes en fonction de leur lieu de vie

Généralités : 679 documents dont le thème est soit connexe, soit transversal.

Insertion : 178 documents relatifs aux rapports des personnes avec leur environnement social.

Lutte contre les discriminations : 116 documents relatifs au racisme, à l'homophobie et leur prévention.

Lutte contre les violences : 141 documents relatifs aux violences, violences sexuelles et leur prévention.

Méthodes et outils : 153 usuels, manuels et autres documents à vocation pratique.

Milieu rural : 48 documents relatifs aux spécificités des territoires ruraux.

Milieu urbain : 151 documents relatifs aux spécificités des territoires urbains.

Pratiques féminines : 194 biographies de femmes athlète ainsi que les documents relatifs à la pratique sportive féminine pure.

Sport en Europe : 102 documents relatifs au traitement de nos thématiques par nos voisins européens

Territoires : 200 documents relatifs aux politiques locales.

Sur le portail documentaire :

Nombre de documents numériques accessibles en ligne aux membres du réseau SEMC : 841

Nombre de documents numériques accessibles en ligne aux personnes ayant créé un profil : 392

Nombre de documents numériques accessibles en ligne à tous : 275

3/ Les produits documentaires complémentaires :

Bibliographies élaborées ou mises à jour en 2013 :15

- Agir avec les parents autour des terrains
- Environnement sportif
- Equipements et pratique sportives en ZUS
- Filles sportives, femmes dirigeantes
- Fonctions éducatives et sociales du sport
- Insertion et prévention par le sport
- Insertion par le sport
- Lutte contre les discriminations
- Préparation du BP JEPS
- Racisme, antisémitisme et sport
- Rythmes scolaires
- Sports urbains émergents
- Vers un sport sans violences
- Risque, déviance et socialisation des ados
- Accompagner le changement en faveur de l'accès des femmes aux postes à responsabilité

Recherches documentaires : 25

- Label sport féminins
- Femmes & sports de glisse
- Relation éducative : construire un lien de confiance
- Harcèlement et emprise dans le sport : vidéo
- Sport et démocratie

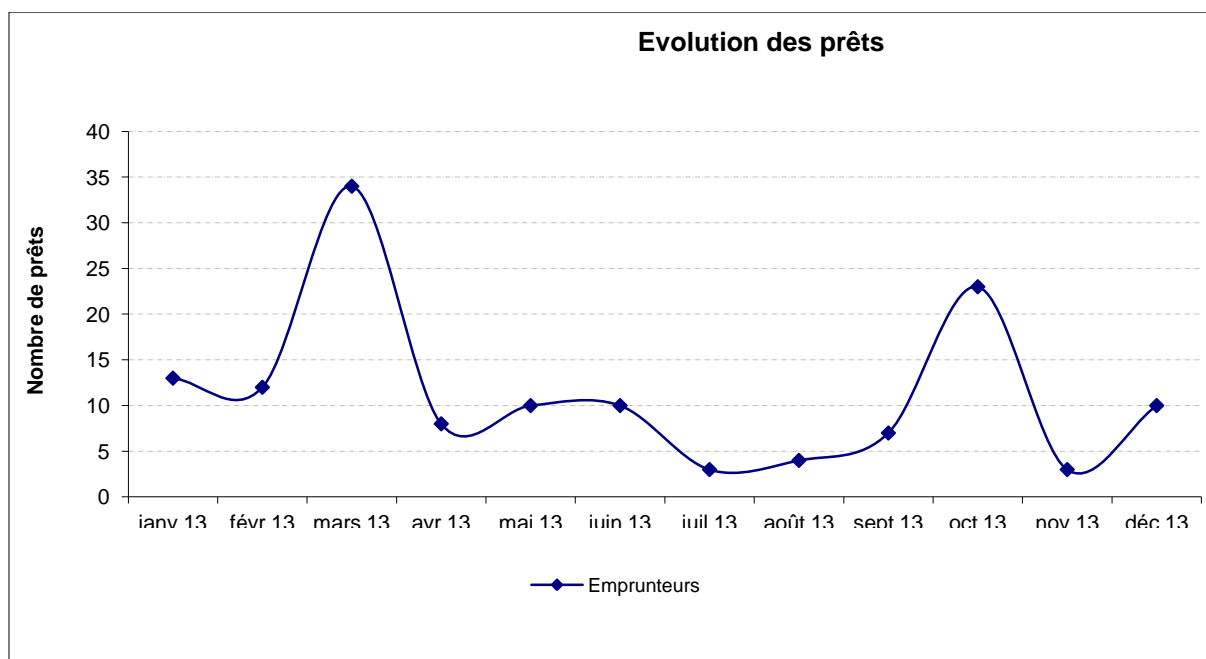
- Femmes et sport
- Femmes et sport
- Citoyenneté
- Publics spécifiques
- Femmes et sport en Limousin
- Education différenciée filles/garçons
- Publics éloignés de la pratique
- Sigles
- Bonnes pratiques
- Projet violence
- Gestion des conflits
- Inclusion sociale en Europe
- Statistiques sexuées pratique sportive
- Recherche hors cadre législation exclusion équipe de France (
- Violences sexuelles sport
- Actions en milieu pénitentiaire
- Etude sur les JO de Londres et la répartition sexuée parmi les athlètes
- Listing des facs ayant un département STAPS
- APS et adolescence
- Appel à projets et financement

Dossiers documentaires : 5

- Promotion des skate-park
- Présentation dans le cadre de la recherche d'un système d'information
- Histoire des politiques publiques « Femmes et sport »
- La slack
- Le parkour

Le fonds documentaire permet d'apporter une réponse fine et à un nombre croissant de question, c'est pourquoi les dossiers documentaires se font plus rares.

Les prêts de documents : 140



V/ BUDGET REALISE 3013

1/ Fonctionnement général du pôle et rémunération des personnels contractuels

- Rémunération des personnels contractuels :	123 794 €
- Téléphonie (fixe et mobile) :	7 943 €
- Internet (hébergement – maintenance) :	8 061 €
- Photocopieuse (entretien – maintenance) :	728 €
- Fourniture de bureau :	786 €
- Matériel promotionnel et de présentation (sacoques, pochettes,...)	0 €
- Envoi des outils (aux services, associations, collectivités) :	1 542€
- Maintenance et renouvellement matériels informatiques :	0 €
- Dépenses diverses et déplacements liés au fonctionnement général du pôle : (dont coupons fréquence 4160 €)	7 932 €
- Déplacements salon des maires:	602 €
Sous total rémunération :	123 794 €
Sous total fonctionnement général :	27 594 €
Total fonctionnement général et rémunération :	151 388 €
+ 8% de contribution au fonctionnement du CREPS :	12 111€
Total général fonctionnement et rémunération :	163 499 €

2/ Budget relatif aux actions du PRN SEMC

21/ Analyse et expertise

- Groupe de travail « sports émergents » :	26 483 €
- Réalisation de la base de données :	25 833 €
- Réunion du COFIL et animation :	650 €
- Groupe de travail « sport et inclusion sociale » :	4 630 €
- Réalisation de clips de sensibilisation : (report budget 2014)	
- Réunion du COFIL et animation des groupes :	4 630 €
- Comité national « Discrimination et violence » :	17 827 €
- Réalisation des DVD :(1/3 sur budget 2012)	17 827€
- Impression des DVD et du kit pédagogique : (report budget 2014)	
- Finalisation guide BPAPT « coloré sport féminin » interactif	5 122 €
- Fonctionnement du centre de documentation: (Press EDD, achats livres, prêts de livre, abonnements)	8 000 €
Sous total « Analyse et expertise » :	62 062 €

22/ Structuration et animation de réseaux

- Regroupement des coordonnateurs régionaux : 4 270€
- Accompagnement sur place des ETPR : 2 860 €

Sous total « réseaux » : 7 130 €

23/ Conseil et accompagnement

- Accompagnement des services pour la mise en œuvre des JEIS : 3 220 €
- Accompagnement des fédérations dans la formalisation et la mise en œuvre de leur plan de développement sur les thématiques du pôle : 0 €

Sous total « Conseil et accompagnement » : 3 220 €

24/ Formation

- Stage de formation initiale des PS stagiaires : financé par le CREPS de Poitiers
- Stage de formation au PNF sur l'entrée en fonction des PS nouvellement nommés sur la fonction SEMC : financement par la DRH dans le cadre du PNF

Sous total « Formations » _____

Total des actions : 72 412 €

+ 8% de contribution au fonctionnement du CREPS : 5 793 €

Total général des actions : 78 205 €

Budget total du pôle (fonctionnement + actions + 8% CREPS) : 241 704 €

(dont 8%, soit 19 336 € pour le CREPS)

Recettes :

Subvention DSB1 2013 : 194 000 €

Subvention DSC (guides formateurs) : 15 000 €

Fonds de réserve du CREPS: 32 704 €

Total : **241 704 €**